

Non au commerce des services publics

www.world-psi.org



Pourquoi l'Accord sur le commerce des services (ACS) est-il nuisible ?

Les services publics servent le bien communautaire. Ils ne doivent dès lors pas être bradés aux grandes multinationales qui demanderont des prix plus élevés aux usagers et s'approprient tous les bénéfices.

L'Accord sur le commerce des services (ACS) est négocié dans le plus grand secret, afin de permettre aux grandes multinationales d'exercer plus facilement leur mainmise sur les services publics essentiels, tels que les soins de santé et l'éducation, des services sur lesquels vous comptez, vous et votre famille.

Dans une cinquantaine de pays, cet accord permettra de vendre de façon permanente un large éventail de services publics, au bénéfice du secteur privé. L'ACS viendra pérenniser la privatisation des services, ce qui signifie que l'eau, l'énergie, la santé, l'éducation ou d'autres services ne pourront jamais revenir sous la coupe de l'Etat. A l'avenir, il deviendra également difficile pour votre gouvernement d'élargir les services publics pour le bien commun.

L'ACS restreindra en outre la marge de manœuvre de votre gouvernement pour mettre en place des réglementations plus strictes dans votre intérêt. Par exemple, ce sont les réglementations environnementales qui en pâtiront, de même que l'homologation des établissements de soins de santé et des laboratoires, les centres d'élimination des déchets, les centrales énergétiques, l'accréditation des écoles et des universités, ainsi que les licences de radiodiffusion.

L'ACS limitera la capacité des gouvernements à réglementer les droits et les conditions de travail des travailleurs/euses migrant(e)s, et interdira le recours aux études sur le marché du travail visant à déterminer si des travailleurs/euses sont disponibles à l'échelle locale pour réaliser le travail.

L'ACS limitera la capacité de votre gouvernement à réglementer le secteur de la finance et à protéger la circulation de vos données personnelles.

Cet accord vise uniquement à permettre aux entreprises d'enranger des bénéfices et d'agir en toute impunité par-delà les frontières. C'est un accord qui nuira à notre population comme à notre planète.

FAITES PASSER LE MESSAGE AUPRÈS DE VOTRE GOUVERNEMENT : « LES SERVICES PUBLICS NE DOIVENT PAS ÊTRE COMMERCIALISÉS ! »

En savoir plus sur <http://www.world-psi.org/fr/ACS>